



ACCORD D'UN PERMIS D'AMENAGER DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

ARRETE N° : 2024/R226

DOSSIER N° PA 38545 24 10002

Déposé le 07/11/2024

Date d'affichage de l'avis de dépôt : 12/11/2024

Par GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE
représentée par MARCHAND Eric

Demeurant 1 Place André Malraux
38000 Grenoble

Pour L'aménagement des espaces
publics de l'entrée Ouest de Vif

Sur un terrain sis 5 Place de la Libération 38450 VIF

Cadastré AL618, CL202, CL203, CL198,
CL110, AL31, AL618, AL25

Superficie du terrain 14 365 m²

SURFACE DE PLANCHER

Existante : 0 m²

Créée : 0 m²

DESTINATION

Service Public ou d'Intérêt Collectif

Le Maire,

Vu la demande de permis d'aménager susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1, R 421-14 et suivants,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 422.1 et suivants,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRN) de la Commune de VIF approuvé le 17 juillet 2002 et révisé le 21 août 2006,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole approuvé le 20 décembre 2019, la modification simplifiée n°1 approuvée le 2 juillet 2021, les mises à jour des 28 mai 2020, 1er mars 2021, 22 avril 2022, 10 mars 2023, 28 juillet 2023 et le 8 mars 2024 et la modification n°1 approuvée le 16 décembre 2022 et la modification n°2 approuvée le 5 juillet 2024,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 19 novembre 2024,

Vu l'avis favorable de GAM - Service Ingénierie d'Exploitation Voirie en date du 21 novembre 2024,

Vu l'avis favorable du CAUE de l'Isère en date du 21 novembre 2024,

Vu l'avis favorable tacite de GAM - régie eaux et assainissements en date du 13 décembre 2024,

Considérant que le projet porte sur un terrain situé en zone UA2 (Centres bourgs et villages) au PLUI,

Considérant que le projet porte sur un terrain situé en zone (Bf) d'aléa faible de suffosion soumise aux prescriptions d'une zone sans contrainte spécifique du PPRN de l'Isère,

Considérant que le projet consiste en l'aménagement de l'entrée ouest de Vif ainsi que sur la place du centre Ville abritant la Mairie et les principaux commerces, la création d'une passerelle modes doux au-dessus de la Gresse, la réorganisation du stationnement et des circulations, la désimperméabilisation et végétalisations de l'espaces publics, la conservation du patrimoine arboré, la construction d'une passerelle, du terrassement, VRD revêtements, plantations, mobilier urbain, éclairage public, toilettes publiques, mise en accessibilité, et des quais de bus,

Considérant que le projet est situé dans un secteur patrimonial à forts enjeux composé de l'église de Vif, de l'hôtel de ville ainsi que des berges de la Gresse, qu'il a été créé en accord avec l'avis de l'unité départementale architecturale et patrimoniale de l'Isère, qu'ainsi la réalisation d'ombrières étrangère au site aurait pour effet de dénaturer et amoindrir la valeur architecturale et paysagère de l'entrée de ville,

Considérant que le projet aura pour effet d'augmenter fortement la perméabilité des parkings et ainsi réduire le risque inondation du site,

Considérant qu'il est prévu un total de 81 arbres sur l'ensemble,

Considérant ainsi que les obligations de l'article 40 de la loi APER n'ont pas à s'appliquer sur ce projet,

Considérant l'avenant n°1 à la convention de projet urbain partenarial en date du 08 juillet 2013,

Considérant la convention de projet urbain partenarial en date du 27 mai 2021,

Considérant l'avenant n°2 à la convention de projet urbain partenarial en date du 30 mai 2023,

Considérant que le projet comporte un planning prévisionnel,

ARRETE

Article 1 : L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est accordée sous réserve de respecter les prescriptions ou observations mentionnées dans le présent arrêté.

Article 2 : Le projet respectera les prescriptions de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Fait à VIF le, 19 DEC. 2024
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à l'Urbanisme,
à l'Aménagement du territoire,
à l'Agriculture et aux Risques sanitaires

Jacques DECHENAUX

- Informations :

Le projet est soumis à la taxe d'aménagement.

Le projet est soumis à la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) et à la Redevance d'Archéologie Préventive (RAP).

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro du permis et la date d'affichage en mairie, la nature du projet et la superficie du terrain, ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Il indique également en fonction de la nature du projet :

- a- Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimé en mètres par rapport au sol naturel.
- b- Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximal de lot prévu ;
- c- Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisir.
- d- Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir

Le panneau d'affichage comprend la mention suivante :

« Droit de recours :

Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R. 600-1 du code de l'urbanisme). »

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger.

Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.